Le Soir
PANORAMA
Le Soir sur Internet :
http:www.lesoirdalgerie.com
E-mail : info@lesoirdalgerie.com

A FONDS PERDUS

Le retour de l'État

L'économie retrouve la bonne direction avec Angus Deaton. Ce professeur d'économies et relations internationales à la Wilson School of Public and International Affairs, de l'Université américaine de Princeton, vient d'être récompensé du prix Nobel pour «son analyse de la consommation, de la pauvreté et du bien-être».

«En reliant les choix individuels et les résultats globaux, sa recherche a contribué à transformer les domaines de la microéconomie, la macroéconomie, et l'économie du développement», explique le comité Nobel dont la décision contraste fort avec l'attribution fréquente du prix de la Banque centrale de Suède à des économistes activement engagés dans une croisade contre l'Etat-providence et auteurs de contributions visant à perfectionner des instruments financiers utilisés pour la spéculation. Diplômé de l'Université de Cambridge au Royaume-Uni, il a travaillé comme professeur d'économétrie à l'Université de Bristol avant de passer en 1983 à l'Université de Princeton.

Il s'est rendu célèbre par son titre phare *The Great Escape: Health, Wealth, and the Origins of Inequality* , paru en 2013 dans lequel il bat en brèche la corrélation sacralisée depuis Samuel H. Preston en 1975 entre des mesures de santé (espérance de vie, taux de petits poids de naissance, grandeur, etc.) et de revenu (PIB, etc.). Ce lien de causalité entre les deux variables lui semble plus complexe. C'est dire qu'il ne suffit pas de disposer de ressources abondantes ; encore faut-il savoir en faire bon usage.

Angus Deaton atténue, sans l'ignorer, la relation apparente entre le revenu et la santé et insiste sur la «variation dans la qualité des institutions» et rapporte les écarts des taux de mortalité à «l'application des connaissances, en particulier par l'action gouvernementale».

Pus fondamentalement, il constate que «le progrès est un moteur d'inégalité» ; il admet alors le caractère temporaire de cette inégalité mais s'inquiète que les améliorations issues de la connaissance ou des technologies médicales ne profitent pas à tous. De même, à ses yeux «ce qui est le plus préoccupant à propos des écarts de revenus, c'est qu'ils peuvent se transformer en inégalités politiques», alors que «des études ont démontré que les politiciens sont beaucoup plus attentifs à leurs concitoyens riches que pauvres».

Paul Krugman, qui a lui aussi obtenu le même prix, y voit la récompense d'un «travail empirique approfondi au niveau micro» pour «donner un sens aux décisions individuelles des ménages». Il voit en Deaton un intellectuel qui a «des choses importantes à dire sur l'économie politique». Il mentionne aussi l'intérêt à prendre en compte ses recherches sur les dangers que porte «la concentration des richesses au sommet»(*).

Weak States, Poor Countries (États fragiles, pays pauvres). C'est le titre de la toute récente contribution du dernier prix Nobel d'économie (2015), l'Ecossais Angus Deaton, parue ce 13 octobre sur le site progressiste Social Europe(**).

Augus Danton entame son dernier papier par une anecdote puisée d'un voyage aux Etats-Unis pour souligner le caractère rustre et grossier des gens : «En Ecosse, j'étais amené à considérer les policiers comme des alliés et à leur demander de l'aide quand j'en avais besoin. Imaginez ma surprise quand, il y a dix-neuf ans, pour ma première visite aux Etats-Unis, je fus accueilli par une rafale d'obscénités d'un flic de New York chargé de réguler la circulation à Times Square, parce que je lui avais demandé le chemin du poste le plus proche.»

On retrouve la même sévérité de la population à l'endroit des gouvernants de ce pays : «Les Européens ont tendance à considérer positivement leurs gouvernants, comparativement aux Américains pour qui les échecs et l'impopularité de leur Etat fédéral et des politiciens locaux sont un lieu commun. Pourtant, les différents gouvernements des Américains prélèvent des impôts et, en retour, fournissent des services sans lesquels ils ne pourraient pas vivre aisément.»

Le côté râleur des Américains est toutefois le garant d'une bonne gouvernance bâtie sur «la peur de l'électeur» : «Les Américains, comme de nombreux citoyens des pays riches, tiennent pour acquis le système juridique et réglementaire, les écoles publiques, le système des soins et de sécurité sociale pour les personnes âgées, les routes, la défense et la diplomatie, les lourds investissements de l'Etat dans la recherche, notamment en médecine. Certes, tous ces services ne sont pas aussi bons qu'ils pourraient l'être, ni assurés dans un esprit d'égalité par tous mais la plupart du temps les gens paient leurs impôts ; et si la façon dont l'argent est dépensé offense certains, un débat public animé s'ensuit, et des élections régulières permettent aux gens de changer les priorités.»

Ce qui relève de l'évidence pour les pays riches, dotés de gouvernements efficaces, ne l'est pas pour toute la population mondiale.

Le contrat social, imparfait dans les pays riches, fait totalement défaut dans la plupart des pays d'Afrique et d'Asie où les Etats sont impuissants à lever l'impôt et à assurer la moindre prestation de services. Aussi, «si le flic de New York était un peu impoli (et occupé à fournir un service), dans une grande partie du monde la police agresse les gens qu'elle est censée protéger, leur extorque de l'argent ou les persécute au nom de puissants patrons».

A l'image d'un pays comme l'Inde, pourtant à revenu intermédiaire, où les écoles et les établissements publics sont confrontés à l'absentéisme, «partout dans le monde en développement, des enfants meurent parce qu'ils sont nés au mauvais endroit - pas de maladies incurables, exotiques, mais de maladies banales de l'enfance connues et traitées depuis presque un siècle».

Ici l'Etat se révèle indispensable, même vital, pour «fournir des soins de santé maternelle et infantile courants sans lesquels ces enfants continueront à mourir», assurer la réglementation requise pour que les tribunaux civils et, subséquemment les entreprises, fonctionnent.

Aux néolibéraux de tous crins, Augus Deaton oppose la montée en puissance de la «capacité de l'Etat» pour apporter chez nous «des services et des protections que les gens tiennent pour acquis dans les pays riches». Mais cette «efficacité de l'Etat» est étroitement associée à l'action de «citoyens actifs et engagés». Ce sont les deux conditions sine qua non d'une «croissance nécessaire pour abolir la pauvreté».

Dans cette configuration, la logique de l'aide ne fait qu'empirer les choses. Outre qu'elle n'arrive jamais aux pauvres, elle sape le développement des capacités de l'Etat local, elle occulte les transferts indus du Sud vers le Nord, avec la cohorte de biens mal acquis par des décideurs incompétents, corrompus et prédateurs.

«Les pauvres ont besoin d'un gouvernement qui leur assure une vie meilleure (…) un gouvernement efficace qui travaille avec eux, pour aujourd'hui et demain», conclut Deaton.

A. B.

Par Ammar Belhimer
ammarbelhimer@hotmail.fr

(*) Pal Krugman, *Angus Deaton and the Dodd-Frank Election*, 12 octobre 2015, http://krugman.blogs.nytimes.com/

(**) Angus Deaton, *Weak States, Poor Countries*, Social Europe, 13 octobre 2015, http://www.socialeurope.eu/2015/10/weak-states-poor-countries/

Le Soir sur Internet :
http:www.lesoirdalgerie.com
E-mail :
info@lesoirdalgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Et le prophète Bruce Lee a dit «demande un prêt, même si c'est en Chine» !

Par Hakim Laâlam

hlaalam@gmail.com
@hakimlaalam

En signe de solidarité avec Hamid Grine, malmené et humilié à l'aéroport parisien d'Orly, Saâdani ne sortira pas ses poubelles aux horaires imposés par la mairie de Neuilly.

Et toc !

Faut qu'on m'explique à moi qui ne suis pas économiste pour un sou. Si j'ai bien compris, nous allons emprunter de l'argent à la Chine, afin que nous puissions payer Pékin qui nous construit, entre autres, la Grande Mosquée Abdekka ? C'est normal ? Y a pas un épisode de cette sitcom que j'aurais raté, par hasard ? Prête-moi de l'argent pour que je te paie les factures que je te dois ! C'est légèrement tordu comme cheminement. Mais il paraît que notre relation privilégiée avec les camarades capitalistes de la Chine communiste nous permet ce genre de circonvolutions. Mais alors, si la Chine nous prête du blé pour que nous puissions la payer pour ce qu'elle nous construit, et dans le cas précis où des retards dans les chantiers sont enregistrés, nous allons leur demander quoi aux amis chinois ? Des pénalités de retard ? Ils vont donc exiger que nous leur rendions d'abord l'argent qu'ils nous ont prêté afin, qu'à leur tour, ils puissent nous payer les pénalités de retard qu'ils nous doivent, n'est-ce pas ? Ça se tient, hein ? Comme se tient aussi cet autre cas de figure : si les bâtisseurs chinois terminent leurs chantiers à temps, sans retard, et si nous Algériens constatons sur P-V officiel de Haddad que l'ouvrage a été terminé dans les délais et sans malfaçons, il nous faudra alors payer rubis sur l'ongle. Sauf si le prêt contracté auprès des Chinois, nous l'avons entre-temps utilisé dans le financement d'un projet avec les Français, ou les Turcs, par exemple. Alors ? Comment faire ? Se ré-endetter auprès des Chinois, je ne vois que ça comme solution. Mais, à force de dettes et de ré-endettements chez le même banquier chinois, l'entreprise en charge de la Grande Mosquée de Abdekka n'est-elle pas en droit d'apporter des modifications au projet. Comme par exemple de faire de cette mosquée un temple bouddhiste ? Un temple bouddhiste à Mohammedia, est-ce que ça ne va pas soulever une émeute dans ce quartier paisible d'Alger ? Les forces anti-émeutes sont-elles convenablement équipées pour y faire face ? Non, bien sûr. Il faut donc leur acheter de nouveaux équipements. Avec quel argent ? Celui des Chinois, bien évidemment. Donc, il faut recourir à un troisième prêt. Stop ! Je ne suis peut-être pas économiste, mais me reste le bon sens paysan. Pourquoi ne pas plutôt voter en 2019 pour le camarade 中华人民共和国主席. C'est quoi ces caractères ? C'est rien ! Ou plutôt si, c'est la transcription en chinois du nom du camarade Président Xi Jinping. Un homme bien, qu'il faut absolument soutenir selon Ammar Lee Xi Saâdani ! Je fume du… thé (eh oui, bien sûr) et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.